



CAMEROUN

PROGRAMME DE L'UNION EUROPÉENNE SUR LA GOUVERNANCE FONCIÈRE

CONTEXTE NATIONAL

Au Cameroun, de grandes étendues de terres font l'objet de concessions agroalimentaires et forestières. Alors que les investissements du secteur privé laissent espérer une réduction de la pauvreté, le pays est confronté à des problèmes majeurs de gouvernance. Des concessions minières, forestières et agroalimentaires sont octroyées pour les mêmes terres, parfois elles-mêmes désignées comme des zones protégées et/ou comme des terres communautaires. Cela génère une insécurité au niveau foncier et parfois des conflits, ce qui ne permet pas d'assurer ni une cohérence entre le droit écrit et le droit coutumier, ni la régulation des marchés fonciers ruraux au profit des groupes vulnérables.

En 2008, le gouvernement a lancé un processus de mise à jour des lois relatives aux terres, aux forêts, aux mines et à l'environnement. Ces réformes auront de profondes implications pour le pays et créeront un cadre plus cohérent et de meilleures capacités techniques pour une gouvernance efficace des ressources foncières et naturelles du Cameroun. Toutefois, une coordination efficace est nécessaire pour garantir les droits de toutes les parties prenantes pendant le processus de réforme et pour s'assurer que toutes les parties prenantes soient bien informées de la réalité sur le terrain et des bonnes pratiques nécessaires pour garantir les droits et améliorer la gouvernance.

OBJECTIF

L'objectif principal de le Programme de l'Union Européenne sur la gouvernance foncière - mise en œuvre dans le pays (PUEGF MP (EULGP CI pour ses sigles en anglais)) est de promouvoir une gouvernance efficace, inclusive et transparente des régimes fonciers dans l'intérêt mutuel et la coexistence pacifique des différents détenteurs de droits revendiquant l'accès à la terre et aux ressources naturelles au Cameroun, tout en mettant l'accent sur les zones forestières du pays.

PROJET TRANSVERSAL

Grâce à un projet transversal cofinancé par l'UE et la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), coordonne, soutient et consolide la mise en œuvre du programme de gouvernance foncière de l'UE dans 18 pays. Ce projet transversal fournit aux acteurs de la mise en œuvre et à leurs partenaires une plate-forme pour échanger, collecter et communiquer à un large public la richesse des enseignements tirés de la mise en œuvre du projet. Il soutient aussi l'organisation de programmes de renforcement des capacités à l'intention des exécutants, qui peuvent bénéficier des conseils techniques du groupe de travail interdisciplinaire de la FAO sur la gouvernance foncière, des enseignements tirés, du partage des expériences et des possibilités d'échange entre les responsables de la mise en œuvre pour améliorer la gouvernance foncière dans le cadre des DV et des CLD.

Nom de le Programme de l'Union Européenne sur la gouvernance foncière - mise en œuvre dans le pays PUEGF MP

LandCam: Garantir les droits fonciers et les droits aux ressources et améliorer la gouvernance au Cameroun

Exécutants du projet

Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED)

Partenaires d'exécution

Centre pour l'environnement et le développement (CED), Réseau de lutte contre la faim (RELUFA), Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC)
Réseau des parlementaires pour la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale (REPAR)
Réseau des Chefs traditionnels pour la gestion durable des écosystèmes en Afrique centrale (RECTRAD)
Centre pour le développement international et la formation (CIDT)

Entités politiques impliquées

Réseau des parlementaires pour la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale (REPAR)
Réseau des Chefs traditionnels pour la gestion durable des écosystèmes en Afrique centrale (RECTRAD)

Budget

EUR 4 000 000

Durée du projet

Février 2017 – décembre 2021

Note: le sigle en anglais du Programme de l'Union Européenne sur la gouvernance foncière - mise en œuvre dans le pays est EULGP CI

STRATÉGIE D'INTERVENTION

Le projet a pour but de:

- Soutenir les principales parties prenantes dans la reconnaissance des revendications et des droits d'accès à la terre, ainsi que dans la gestion du processus de gouvernance foncière et de ses défis.
- Établir des mécanismes légitimes et durables pour la consultation et la prise de décision multipartite. Ces mécanismes appuieront la révision des cadres juridiques, des stratégies, des politiques et des réglementations administratives qui influent sur l'utilisation et les droits d'accès à la terre et aux ressources naturelles pour les acteurs ruraux.

- Suivre les changements sur le terrain, examiner les réformes juridiques et partager les leçons apprises aux niveaux national et international.

LandCam concentrera ses efforts au niveau local et travaillera directement avec les organisations locales de la société civile et les groupes communautaires. LandCam met en place une série d'interventions de la base au sommet visant à clarifier les droits fonciers légitimes dans trois districts différents par le biais d'un programme de petites subventions.

Les autres activités sont:

- Le soutien à un dialogue permanent et des actions communes à différents niveaux de gouvernance (local et national) avec d'autres parties prenantes.
- Un ensemble d'activités dédiées au secteur privé pour piloter le dialogue entreprise-communauté dans une zone de concession. Le but est de renforcer les capacités de toutes les parties prenantes et de sortir de l'impasse dans laquelle se trouve la communication entre certains acteurs et le secteur privé.

- L'expérimentation sur le terrain d'approches de sécurisation des droits basées sur des diagnostics rigoureux pour mettre en relation les travaux au niveau local avec les débats sur les réformes nationales, en intégrant les enseignements tirés du dialogue national et en nouant des liens avec le gouvernement.
- Un dialogue constant de haut niveau réunissant les principales parties prenantes pour débattre des conclusions et des propositions de réformes.
- La constitution d'une équipe de projet dotée d'une longue expérience de coopération. Cette équipe jouit d'une importante crédibilité auprès des principales parties prenantes au Cameroun et entretient des liens étroits avec les processus politiques internationaux en matière de gouvernance des terres et des ressources.

RÉSULTATS ET IMPACT

Les premières activités et résultats de le PUEFG MP sont:

- Les parlementaires ont accru leurs capacités en matière de gouvernance foncière grâce à un forum d'échange d'expériences sur la gestion foncière en Afrique. Les résultats finaux ont été publiés. Les journalistes ont amélioré leur capacité à analyser les problèmes fonciers et à utiliser une terminologie plus appropriée et spécialisée sur les questions foncières dans leurs articles et reportages.
- Différents acteurs nationaux, dont 15 membres d'organisations de la société civile (OSC), 10 ministres responsables des terres, des mines, de l'agriculture, de l'alimentation et de l'aménagement du territoire, et plusieurs journalistes ont approfondi leurs connaissances et échangent désormais des informations sur les baux d'investissement foncier.
- Le développement des capacités par la participation à l'atelier national «Enjeux et défis de la gouvernance inclusive des terres et des ressources» signifie que les parties prenantes nationales peuvent désormais traiter des problèmes liés au genre et à la terre.
- Deux documents sur les expériences passées en matière de sécurisation des droits fonciers des communautés ont été produits pour soutenir la stratégie des activités de le PUEFG MP.

© LandCam project



La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité de la FAO et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.



Schweizerische Eidgenössische
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO